

Privation de liberté : expériences des lesbiennes et femmes bisexuelles et personnes trans

Communication francophone au Groupe de travail des Nations unies sur les discriminations faites aux femmes

Grandes lignes : 2 septembre 2018

Texte : 23 September 2018

Date butoire : 1er Octobre 2018

INTRODUCTION

Ce rapport a été émis par les associations francophones ACCEPTESS-T (France), Alliance of Queer Egyptians Organisation (Egypte), Association pour la valorisation de la Femme (Cameroun), FACSDIS (Haïti), FACSDIS (Haïti), Femmes Espoir (Mali), Transamical (Cameroun), Oasis (République démocratique du Congo), Transgender Network Switzerland (Suisse)¹.

Cette co-rédaction résume les problèmes que rencontrent les femmes lesbiennes, bisexuelles et trans au sein de l'espace francophone. En soulevant les défis relevés quotidiennement, les associations participantes souhaitent apporter au Groupe de travail des Nations unies sur les discriminations faites aux femmes un regard sur des situations locales, mais aussi des bonnes pratiques dans la création ou l'abrogation de lois et de politiques publiques ainsi que des recommandations.

Nous utilisons les terminologies suivantes :

- **Lesbiennes** est comprise comme la capacité des femmes de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des femmes, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus.
- **Trans** est comprise comme faisant référence aux personnes qui ne se reconnaissent pas (entièrement) dans le sexe qui les a été assigné à la naissance.
- **Bisexuelles** est comprise comme la capacité des femmes de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des femmes ou des hommes, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus.
- **Identité de genre** est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire².
- **Chirurgie d'affirmation de genre** est comprise comme l'intervention chirurgicale qui permet à un individu d'harmoniser les caractéristiques sexuelles avec son identité de genre..
- **Orientation sexuelle** est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du

¹ Voir fin de l'article.

² Que ce soit pour l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, nous reprenons les définitions référencées dans les Principes de Yogyakarta (Cf. Principes de Yogyakarta, "Introduction", 2008, lien : <http://yogyakartaprinclples.org/introduction-fr/>)

sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus.

- **RDC** pour dénommer la République démocratique du Congo.

PRIVATION DE LIBERTÉS

Systeme judiciaire

Lesbiennes et bisexuelles

Au **Cameroun** et au **Mali** on dénote des problèmes de discrimination fondée sur l'identité ou l'expression de genre par les forces de l'ordre ou par la société. Des lesbiennes ou hétérosexuelles peuvent être dénoncées parce qu'elles passent des moments ensemble. Les associations documentent des détentions arbitraires de femmes qui sortent ensemble dans la rue, dans des lieux de consommation (boîte de nuit, bar, hotel), surtout si l'une d'elle a un genre plutôt masculin. Les policiers peuvent traiter les lesbiennes différemment, par exemple dans le rationnement alimentaire en milieu de détention. Certaines femmes au Cameroun, sont privées de visite régulière par rapport aux autres détenus dans les gendarmeries parce qu'elles sont lesbiennes présumées ou réelles.

En **Haïti**, les femmes bisexuelles ou travailleuses du sexe, souvent lesbiennes, sont incarcérées préventivement sans passer devant un tribunal. Leur privation de liberté peut aller jusqu'à 5 ans. Le passage par un tribunal n'est pas obligatoire et dépend de la possibilité de la présumée coupable à financer son procès.

En **Égypte** quelques cas de détention de lesbiennes de trois mois à trois ans de prison ont été documentés en application de la loi 10/1961³. Le cas le plus connus concerne celui de septembre 2017 lors des arrestations à la suite du drapeau arc-en-ciel affiché par des Égyptiens pendant un concert au Caire⁴.

En **République démocratique du Congo**, des femmes sont arrêtées au commissariat voire détenues au motif de l'article 172 du code pénal qui stipule que tout acte contre nature est punissable d'une sentence de 3 mois à 5 ans d'emprisonnement.

Femmes trans

Selon les conditions sociales et politiques vécues dans un pays donné, les femmes trans rencontrent des problèmes très différents au sein de la Francophonie, mais certaines difficultés se recourent également.

³ HRW, "In a Time of Torture: The Assault on Justice In Egypt's Crackdown on Homosexual Conduct", 2004, link: <https://www.hrw.org/reports/2004/egypt0304/9.htm>

⁴ Egypt Independent, "Two people detained for 15 days pending investigation over flying LGBT flags at concert in Egypt", 2017, link: <https://www.egyptindependent.com/two-people-detained-for-15-days-pending-investigation-over-flying-lgbt-flags-at-concert-in-egypt/>

Au **Cameroun**, en **Égypte**, en **France**, en **Haïti**, au **Mali**, en **RD Congo** et en **Suisse**, la grande majorité des femmes trans sont incarcérées dans des prisons pour hommes. Le personnel carcéral néglige leur identité ou leur liberté d'expression de genre. Ceux-ci comme celui judiciaire ou policier utilisent leur identité de naissance et les femmes trans sont appelées par leur prénom de naissance. En Suisse, plusieurs femmes trans emprisonnées ont dû porter des vêtements pour homme. En Egypte, les femmes subissent des violences physiques et verbales parce qu'elles sont incarcérées dans des prisons pour hommes.

Aucune femme trans ne peut démarrer une transition pendant son incarcération ni obtenir le changement d'État civil. Ce problème est vécu par les femmes trans en **France**, au **Cameroun**, en **Egypte** et en **Suisse**. En Egypte, la Chirurgie d'affirmation de genre nécessite l'aval d'un comité syndical du personnel médical. Ce comité se compose notamment d'un membre de l'Al-Azhar – institution religieuse – qui bloque systématiquement les dossiers⁵.

Soulignons enfin que les femmes trans connaissent deux types de difficultés d'accès aux soins. D'une part, elles sont généralement privées de l'accès à l'hormonothérapie et la chirurgie d'affirmation de genre. Cette barrière les oblige à se vivre dans un genre qui ne lui appartient pas et engendre un replis sur soi pour échapper au regard extérieur. D'autres part, elles n'ont pas accès à des parcours de santé sexuelle (VIH/IST) spécifiques aux personnes transgenres. Le personnel médical carcéral n'est généralement pas formé pour prendre en charge les populations transgenres.

Autres institutions

Lesbiennes et bisexuelles

En **Egypte**, les lesbiennes doivent cacher leur orientation sexuelle lorsqu'elles sont en contact avec les services publics. L'accès au soin ne s'organise qu'autour des femmes mariées. Célibataire, les filles et femmes sont présumées vierges. Les femmes lesbiennes et bisexuelles n'ont aucun accès aux outils de prévention sexuelle et à la contraception. A cette exclusion s'ajoute la pratique des thérapies de conversion dans les centres psychiatriques. Les filles et jeunes femmes sont souvent apportées par la famille.

En **RD Congo**, les femmes Lesbiennes voulant bénéficier de service de soin de santé dans des centres pénitentiaire, sont obligées de cacher leur orientation en portant peut être l'étiquette d'une femme professionnelle de sexe afin d'éviter d'être discriminé ou stigmatiser.

Au **Cameroun**, une femme en 2006 a été arrêtée sur dénonciation de sa famille pour être lesbienne. Elle a été emmenée par sa mère et ses frères dans un commissariat où officiait un oncle policier. Son cas n'a pas été enregistré. Cette détention devait servir à lui faire avouer son homosexualité. Son oncle demanda sa libération le lendemain parce qu'il ne

⁵ D'un autre côté, le changement d'État civil ne peut se faire qu'après la réalisation d'une Chirurgie d'affirmation de genre.

l'avait pas enregistré et avait peur du contrôle journalier de ses supérieurs. Suite à sa remise en liberté, elle a été enfermée dans sa maison familiale, enchaînée et isolée, sans eau et nourriture pendant trois jours et sans pouvoir réaliser sa toilette. A la suite de ce confinement familial, elle a été emmenée au village pendant dix jours pour subir des lavements et incantations afin de purifier son corps.

Personnes trans

En **Suisse**, on note également un cas de séquestration d'une jeune personne trans par sa famille avec des traitements humiliants. Les faits ont pris fin quand la jeune a pu s'échapper de son domicile familial.

Confinement forcé dans des contextes privés

Lesbiennes

En **RD Congo**, certaines familles en accord avec leur église et leurs coutumes enferment les femmes lesbiennes dans les permanences afin d'être endoctrinées par des séries de prières et de délivrance à réciter. L'objectif étant d'être libérée de l'envoûtement et de la sorcellerie liés à leur orientation sexuelle présumée ou réelle. D'autres familles exercent sur leur fille un mariage forcé. Bien souvent, leur mari l'emprisonne dans leur foyer dans le souci d'abandonner l'homosexualité. Certaines lesbiennes vivant encore sous le toit familial sont privées de liberté pour ne plus rencontrer des ami(es) qui pourraient, selon leur parent, les inciter à pratiquer des actes contre nature, comprendre : l'homosexualité.

Au **Mali** comme en **Egypte**, on souligne la coutume du mariage précoce qui empêche les femmes de découvrir et de choisir librement la sexualité qui leur convient. Elles ne peuvent également vivre avec le compagnon ou la compagne de leur choix. Au Mali, les femmes sont excisées, obligées de mettre au monde, de s'habiller avec des vêtements genrés féminins, de ne pouvoir sortir librement la nuit et de ne pouvoir vivre des relations intimes et sexuelles avec une autre femme. Dans les campagnes, bien souvent elles ne peuvent choisir leur mari. Des cas de confinement en contexte familial sont aussi documentés en Egypte avec des actes de violence par la famille. Les filles et jeunes femmes sont parfois forcées de rentrer au domicile familiale par la famille avec le soutien de la police.

Migration et situations de crise

Femmes trans

En **Suisse**, des femmes trans migrantes en rétention après refus administratif d'autorisation de séjourner sur le territoire sont incarcérées dans des prisons pour hommes avec leurs effets personnels et maquillage confisqués. Elles sont appelées par leur prénom de naissance.

Ce problème existe également en **France**. Malgré la loi sur le changement d'État civil de 2016, les migrantes trans sont enfermées dans des prisons pour hommes et appelés par

leur identité de naissance. Plus précisément, l’incarcération des femmes trans migrantes est due à la pratique du travail sexuel. La tarification de prestation sexuelle est bien souvent utilisée pour survivre dans l’attente d’une autorisation de séjour. La majorité des trans migrantes vit le syndrome migratoire. Elles sont peu scolarisées dans leur pays de naissance et ressentent une grande détresse face à la complexité administrative. L’isolement relationnel et affectif les caractérisent ainsi qu’un manque d’information sur leurs droits. Tous ces problèmes les éloignent de l’accès aux fondamentaux en santé, emploi et logement. Une fois incarcérée, les personnes trans se retrouvent ré-assignées à leur genre de naissance. Étant donné la méprise de genre, les femmes trans sont mis en isolement pour leur protection. Moins exposées, elles ont moins accès aux ateliers, formations, circulations dans l’établissement carcéral. ACCEPTESS-T note également les provocations des gardiens de la paix et du personnel carcéral en général : insultes, interpellation par le prénom de naissance, etc⁶. Elles sont également exposées à ces violences mais également à des brimades de la part d’autres prisonniers pendant ou en dehors de la prise des repas et autres moments de socialisation en milieu carcéral⁷.

BONNES PRATIQUES

- Soutenir la société civile pour privilégier un accompagnement par les paires,
- Soutenir la société civile dans l’organisation de leur activité autour de la Journée internationale de solidarité avec les prisonnier.es trans (22 janvier),
- Consulter la société civile spécialisée et notamment avec des organisations de courants différents (par exemple ne pas consulter uniquement les abolitionnistes)
- Proposer un projet de politique publique ou de loi à la société civile pour relever leur expertise et leur validation
- Financer les organisations spécialisées sur la sexualité des lesbiennes ou femmes bisexuelles ou sur les transidentités pour garantir la formation du personnel de santé, de justice, de police et du milieu carcéral par la société civile
- Former les activistes LBT, des organisations partenaires, des alliés directs et indirects dans l’élaboration des plaidoyers et lobbying afin de faire pression sur nos dirigeants pour la révision des lois sur la question de l’homosexualité

RECOMMANDATIONS

- Légiférer sur l’interdiction de pratiques sociales sanctionnant les femmes en cas d’adultère,
- Légiférer pour interdire le mariage précoce et forcé des femmes,
- Légiférer pour que les gouvernements offrent à chaque citoyenne un procès juste et équitable, obligatoire, quelque soit les ressources de la personne présumée coupable,

⁶ ACCEPTESS-T, “Les Personnes trans incarcérées en France : Contexte, difficultés et préconisations”, 2015

⁷ OIP, “Alessandra, femme trans en prison : « On s’est senties exhibées comme au zoo »”, 2017, lien : <https://oip.org/temoignage/on-sest-senties-exhibees-comme-au-zoo-personnes-trans-incarcerees-entre-isolement-et-humiliations/>

- Légiférer pour garantir la liberté de choix de son ou sa partenaire,
- Légiférer sur la reconnaissance du genre social (identité ou expression de genre) dans les milieux pénitentiaires que ce soit pour les personnes nées sur le territoire ou en attente d'un titre de séjour,
- Reconnaître l'intervention des associations dirigées par des personnes trans et spécialisées sur la transidentité
- Former le personnel du système de santé, judiciaire, carcéral et policier sur les spécificités des personnes trans par des associations reconnues dans leur expertises sur la transidentité et composée en majorité par des personnes trans,
- Rendre accessible le parcours de transition de genre en milieu pénitentiaire (soutien psychologique, endocrinologie, hormonothérapie, chirurgie d'affirmation de genre, changement de sexe officiel),
- Garantir la continuité de la prise en charge médicale des personnes trans ayant débuté une transition médicale avant l'incarcération,
- Garantir une prise en charge médicale adaptée en milieu pénitentiaire prenant en compte les comorbidités (VIH, hépatites, interactions hormones ARV, sédentarité),
- Affecter les prisonnières dans un établissement pénitentiaire pour femmes proche du personnel médical qui suit les parcours de santé sexuelle et transitionnelle des personnes trans
- Proposer un parcours de réinsertion sociale pour accompagner les personnes trans à la sortie du milieu carcéral,
- Le respect de l'intégrité des personnes (pouvoir circuler habillée dans son genre social, cantinage correspondant à son genre notamment esthétique et cosmétique, etc.)

CO-REDACTRICES

ACCEPTESS-T (France) est une association créée par des femmes transgenres, concernées par le travail sexuel, la précarité, l'immigration, par le VIH et la transphobie. Son objet social vise la lutte contre l'exclusion et les discriminations de tous types, à l'encontre des personnes dont l'identité ou l'expression de genre est jugée non-conforme.

Alliance of Queer Egyptians Organisation (Egypte) est une alliance d'organisations LGBTIQ, travaillant pour sensibiliser les communautés LGBTIQ et plaider pour créer plus de visibilité des personnes LGBTIQ en Egypte.

Association pour la valorisation pour la Femme (Cameroun) est une association créée pour la visibilité des lesbiennes au Cameroun et s'identifie comme la toute première à mettre des actions de promotion et surtout d'inclusion sociale des lesbiennes par des activités de groupe à proximité et dans les milieux de divertissement populaire très peu ou pas du tout fréquentés par des Lesbiennes. AVAf en plus de faire la promotion des droits de l'humanité, aident les Lesbiennes à être autonome pour gagner une confiance en elles et croire en l'avenir.

FACSDIS (Femmes en action contre la stigmatisation et la discrimination sexuelle) est une association engagée à promouvoir l'égalité des droits, plaider pour mettre fin aux comportements discriminatoires et ignorants de certaines franges de la société haïtienne vis à vis des LBT, promouvoir la communication pour changer des comportements à haut

risques et favoriser l'autonomisation socio-économique des personnes infectées par le VIH tout en renforçant l'estime de soi.

Femmes Espoir (Mali) est une association LBT visible et officielle du Mali. Fondée en 2015 et légalisée en 2016, elle travaille au niveau national pour la reconnaissance des minorités sexuelles et de genre féminines et des travailleuses du sexe. Et est impliquée dans toutes les activités concernant les personnes LGBTIQ et les TS au Mali.

Oasis (République démocratique du Congo) est une association sans but lucratif et non confessionnelle, des femmes sexuellement minoritaire travaillant pour contribuer au développement durable des personnes LBT en renforçant le rôle de la société civile dans la définition et la mise en oeuvre des politiques de la promotion des droits humains, avec une attention particulière dans les initiatives et besoins sociaux de base, notamment dans les domaines de santé, psychosocial, juridique, éducatif, économique et culturel.

Transamical (Cameroun) est une association identitaire qui milite pour la valorisation des personnes trans (qu'elles soient Ftom, FtoM, travesties, genre fluide, non-binaire, queer, agenre ou en questionnement identitaire), Son but est d'éradiquer dans un contexte camerounais hostile tous les types de discrimination, stigmatisation dont sont victimes ces personnes. Elle apporte également un soutien psychologique à tous les trans* victimes de VBG.

Transgender Network Switzerland (Suisse) ou TGNS est une association nationale par et pour les personnes trans en Suisse. Le but est le respect, la protection et l'assurance des droits humains pour tous.tes les personnes trans en Suisse. TGNS offre un soutien individuel et fait un travail de sensibilisation / information, y inclut avec les médias, et de défense des droits humains au niveau politique.

Deprivation of liberty: experiences of lesbian and bisexual women and trans people

Francophone Communication to the UN Working Group on Discrimination Against Women

Outline: September 2, 2018

Text: 23 September 2018

Deadline: 1st October 2018

INTRODUCTION

This report was issued by French-speaking associations ACCEPTESS-T (France), Alliance of Queer Egyptians Organization (Egypt), Association for the Advancement of Women (Cameroon), FACSDIS (Haiti), Femmes Espoir (Mali), Transamical (Cameroon), Oasis (République Democratic Republic of Congo), Transgender Network Switzerland (Switzerland)⁸.

This co-writing summarizes the problems faced by lesbian, bisexual, trans and intersex women in the Francophone community. By raising the challenges identified daily, the participating associations wish to bring the UN Discrimination Working Group a look at local situations, but also good practices in the creation or repeal of laws and public policies. as well as recommendations.

We use the following terminologies:

- **Lesbians** is understood to refer to female's capacity for profound emotional, affectional and sexual attraction to, and intimate and sexual relations with individuals of same gender.
- **Trans** is understood to refer to a person whose gender identity does not (fully) correspond with the sex assigned at birth.
- **Bisexuals** is understood to refer to each female's capacity for profound emotional, affectional and sexual attraction to, and intimate and sexual relations with individuals of more than one gender.
- **Gender identity** is understood to refer to each person's deeply felt internal and individual experience of gender, which may or may not correspond with the sex assigned at birth, including the personal sense of the body (which may involve, if freely chosen, modification of bodily appearance or function by medical, surgical or other means) and other expressions of gender, including dress, speech and mannerisms⁹.
- **Gender affirming surgery** is understood as the surgical procedure that allows an individual to align their sex characteristics with their gender identity.
- **Sexual orientation** is understood to refer to each person's capacity for profound emotional, affectional and sexual attraction to, and intimate and sexual relations with, individuals of a different gender or the same gender or more than one gender.

⁸ See at the end of the article

⁹ The definition of sexual orientation and gender identity are taken from the Yogyakarta Principles (*Cf.* Principes de Yogyakarta, "Introduction", 2008, lien : <http://yogyakartaprinciples.org/introduction-en/>)

- **DRC** for Democratic Republic of Congo.

DEPRIVATION OF LIBERTY

Judicial system

Lesbians

In **Cameroon** and **Mali** there are problems of discrimination based on gender identity or expression by law enforcement or society. Lesbians or heterosexuals can be denounced because they spend time together. The associations document arbitrary detentions of women who go out together in the street, in places of consumption (nightclub, bar, hotel), especially if one of them has a rather masculine gender. Police can treat lesbians differently, for example in food rationing. Some women in Cameroon are deprived of regular visits compared to other detainees in the gendarmeries because they are presumed or real lesbians.

In **Haiti**, bisexual women or sex workers, often lesbians, are imprisoned preventively without going to court. Their deprivation of liberty can be up to 5 years. The passage through a court is not mandatory and depends on the possibility of the alleged guilty to finance his trial.

In **Egypt**, some cases of lesbian detention from three months to three years in prison have been documented under Law 10/1961¹⁰. The best-known case concerns that of September 2017 during arrests following the rainbow flag displayed by Egyptians during a concert in Cairo¹¹.

In the **Democratic Republic of the Congo**, women are arrested at the police station or even detained on the grounds of article 172 of the Penal Code which stipulates that any act against nature is punishable by a sentence of 3 months to 5 years of imprisonment. Others have been systematically subjected to what is called corrective rape in order to punish them because of their sexual orientation, identity or expression of the real or presumed gender.

Trans

Depending on the social and political conditions in a given country, trans women face very different problems within the Francophonie, but some difficulties also overlap.

In **Cameroon, Egypt, France, Haiti, Mali, DR Congo** and **Switzerland**, trans women are incarcerated in male prisons, neglecting their gender identity or freedom of expression. Prison and judicial staff use their birth identity and trans women are called by their legal (male) first name. In Switzerland, many trans prisoner women must wear men's clothing.

¹⁰ HRW, "In a Time of Torture: The Assault on Justice In Egypt's Crackdown on Homosexual Conduct", 2004, link: <https://www.hrw.org/reports/2004/egypt0304/9.htm>

¹¹ Egypt Independent, "Two people detained for 15 days pending investigation over flying LGBT flags at concert in Egypt", 2017, link: <https://www.egyptindependent.com/two-people-detained-for-15-days-pending-investigation-over-flying-lgbt-flags-at-concert-in-egypt/>

Their feminine personal belongings, their makeup are confiscated. In Egypt, women experience physical and verbal violence because they are held in men's prisons.

No trans woman can start a transition while incarcerated or obtain a change in marital status. This problem is experienced by trans women in **France, Cameroon, Egypt** and **Switzerland**. In Egypt, sex reassignment surgery requires the approval of a union committee of medical staff. This committee is made up of a member of Al-Azhar - a religious institution - who systematically blocks the files.

Lastly, trans women experience two types of difficulties in accessing care. On the one hand, they are generally deprived of access to gender affirming treatment. This barrier forces them to live in a gender role that does not belong to them and engenders a withdrawal to escape the outside gaze. On the other hand, they do not have access to transgender-specific sexual health (HIV / STI) pathways. Prison medical staff is generally not trained to support transgender inmates.

Other institutions

Lesbians

In **Egypt**, lesbians must hide their sexual orientation when in contact with public services. Access to care is organized only for married women. Single, girls and women are presumed virgins. Lesbian and bisexual women have no access to tools for sexual prevention and contraception. To this exclusion is added the practice of conversion therapies in psychiatric centers. Girls and young women are often brought by the family.

In the **DR Congo**, lesbian women wanting to benefit from health care services in referral centers are forced to hide their orientation by wearing the label of a professional sex woman to avoid being discriminated against or stigmatized.

Forced confinement in private contexts

Lesbians

In the **DR Congo**, some families in agreement with their church and their customs lock lesbian women in the permanence to follow series of prayers and deliverance. The goal is to be free from bewitchment and witchcraft related to their alleged or actual sexual orientation. Other families exercise a forced marriage on their daughter. Often, their husbands imprison them in their homes in order to abandon homosexuality. Some lesbians still living under the family roof are deprived of their freedom to meet friends who could, according to their parent, incite them to perform unnatural acts, including: homosexuality.

In **Mali** as in **Egypt**, the custom of early marriage is emphasized, which prevents women from freely discovering and choosing the sexuality that suits them. They can not live with the companion of their choice. In Mali, women are circumcised, forced to give birth, to dress in gendered clothes, to be unable to go out freely at night and to have intimate and sexual relations with another woman, in the countryside they are unable to choose a husband. Cases of confinement in a family context are also documented in Egypt with acts of violence

by the family. Girls and young women are sometimes forced to return to the family home by the family with the support of the police.

In **Cameroon**, a woman in 2006 was arrested after being reported by her family for being a lesbian. She was taken by her mother and brothers to a police station where a police uncle officiated. His case was not recorded. This detention was to serve to make him confess his homosexuality. His uncle asked for his release the next day because he had not registered him and was afraid of the daily control of his superiors. Following her release, she was locked in her family home, chained and isolated, without food and water for three days and without being able to wash. As a result of this family confinement, she was taken to the village for ten days to undergo enemas and incantations to purify her body.

Trans people

In **Switzerland**, there is also a case of sequestration of a young trans person by his family with humiliating treatments. The facts took ends when the young person was able to escape from the family home.

Migration and crisis situations

Trans women

In **Switzerland** many trans migrant women in detention after administrative refusal of authorization to stay on the territory are incarcerated in prisons for men with their belongings and makeup confiscated. They are called by their first name. This problem also exists in France. Despite the 2016 Civil Status Change Act, trans migrants are locked up in men's prisons and called by their birth identity.

In **France** many trans migrant women in detention after administrative refusal of authorization to stay on the territory are incarcerated in prisons for men with their belongings and makeup confiscated. They are called by their first name. Despite the 2016 Civil Status Change Act, trans migrants are locked up in men's prisons and called by their birth identity. More specifically, the incarceration of trans-migrant women in France is due to the practice of sex work. Fees for sexual services are often used to survive while waiting for a residence permit. The majority of migrant trans people experience migration syndrome. They have little schooling in their country of birth and feel great distress at the administrative complexity. Relational and emotional isolation characterizes them as well as a lack of information on their rights. All these problems keep them away from access to the fundamentals of health, employment and housing. Once incarcerated, trans people are re-assigned to their birth type. Because of the gender bias, trans women are isolated for their protection. Less exposed, they have less access to workshops, training, circulation in the prison. ACCEPTESS-T also notes the provocations of peacekeepers and prison staff in general: insults, questioning by birth name, etc¹². They are also exposed to this violence but also to

¹² ACCEPTESS-T, "Les Personnes trans incarcérées en France : Contexte, difficultés et préconisations", 2015

bullying by other prisoners during or outside of the meal and other social moments in prison

13

GOOD PRACTICES

- To support the civil society to privilege a accompaniment by the peers,
- Support civil society in organizing their activities around the International Day of Solidarity with Trans Prisoners (22 January),
- Consult the specialized civil society and in particular with organizations of different currents (for example not to consult only the abolitionists)
- Propose a public policy or law project to the civil society to raise their expertise and their validation
- Funding specialized organizations on the sexuality of lesbian or bisexual women or on trans-identities to ensure the training of health, justice, police and prison staff by civil society

RECOMMENDATIONS

- Legislate on the prohibition of social practices sanctioning women in case of adultery,
- Legislate to prohibit early and forced marriage of women,
- Legislate to guarantee the freedom of choice of ones partner,
- Legislate on the recognition of everyones gender identity and gender expression in penitentiaries whether for people born on the territory or waiting for a residence permit,
- Recognize the intervention of associations led by trans people specialized in transidentity
- Train the personnel of the health, judicial, prison and police system on the specificities of trans people through associations recognized in their expertise on transidentity and composed mostly of trans people,
- Make accessible all steps of transition in penitentiary (such as psychological support, hormone therapy, gender affirming surgery, legal gender recognition),
- Guarantee the continuity of medical care for trans people who have started gender affirming treatment before incarceration,
- Ensuring appropriate medical care in a penitentiary environment taking into account comorbidities (HIV, hepatitis, ARV hormone interactions, gender affirming surgery),
- Assignment in the penitentiary to the best interests of the person (care, social gender)
- Propose a course of social reintegration to accompany trans people leaving the prison environment,
- Respect for the integrity of people (being able to circulate dressed in social gender, canteen, etc.)

¹³ OIP, “Alessandra, femme trans en prison : « On s’est senties exhibées comme au zoo »”, 2017, lien : <https://oip.org/temoignage/on-sest-senties-exhibees-comme-au-zoo-personnes-trans-incarcerees-entr-e-isolement-et-humiliations/>

CO-WRITERS

ACCEPTESS-T (France) is an association created by transgender women, concerned by sex work, insecurity, immigration, HIV and transphobia. Its purpose is to fight against exclusion and discrimination of all types, against people whose identity or gender expression is deemed non-compliant.

Alliance of Queer Egyptians Organization (Egypt) is an alliance of LGBTIQ organizations, working to educate LGBTIQ communities and advocate for creating more visibility for LGBTIQ people in Egypt.

Association pour la Valorisation de la femme (Cameroon) is an association created for the visibility of lesbians in Cameroon and identifies itself as the very first to put actions of promotion and especially of social inclusion of the lesbians by activities of group nearby and in the popular entertainment circles very little or not at all frequented by Lesbians. In addition to promoting the rights of humanity, AVAf helps Lesbians to be independent to gain self-confidence and believe in the future.

FACSDIS (Women in Action Against Stigma and Sex Discrimination) is an association committed to promoting equal rights, advocating to end the discriminatory and ignorant behavior of certain sections of Haitian society towards LBTs, promoting communication to change high-risk behaviors and promote the socio-economic empowerment of people infected with HIV while building self-esteem.

Femmes Espoir (Mali) is a visible and official LBT association of Mali. Founded in 2015 and legalized in 2016, it works at the national level for the recognition of sexual and gender minorities and sex workers. And is involved in all activities concerning LGBTIQ people and TS in Mali.

Oasis (Democratic Republic of the Congo) is a non-profit, non-sectarian, sexually minority women working to contribute to the sustainable development of LBT people by strengthening the role of civil society in defining and implementing LGBT policies. promotion of human rights, with special attention to basic social initiatives and needs, particularly in the areas of health, psychosocial, legal, educational, economic and cultural.

Transamical (Cameroon) is an identity association that advocates for the valorization of trans people (be they Ftom, FtoM, transvestites, fluid, non-binary, queer, agenre or questioning identity), Its goal is to eradicate in a hostile Cameroonian context all types of discrimination, stigmatization of which these people are victims. She also provides psychological support to all trans * victims of GBV.

Transgender Network Switzerland (Switzerland) or TGNS is a national association by and for trans people in Switzerland. TGNS aims for all trans persons' human rights being respected, protected and fulfilled. The organisation offers support to individuals, engages in awareness raising and information, including towards the media, and advocates for trans human rights.